

Journal de 19 heures 30

Si les rebelles du FPR se méfient autant de l'opération Turquoise, c'est que la France n'a soutenu ces dernières années que le gouvernement en place

Élise Lucet, Jean-François Gringoire, Hervé Ghesquière

France 3, 23 juin 1994

Le lancement de l'opération Turquoise a également semé une certaine discorde au sein des organisations humanitaires.

[Élise Lucet :] C'est donc, euh, cette nuit, juste après l'autorisation de l'ONU, que l'opération Turquoise a débuté. Les premiers soldats français sont entrés au Rwanda en début d'après-midi. Le début de la mission consiste à venir en aide à des milliers de réfugiés à Cyangugu. Départ donc des bases françaises ce matin. Jean-Paul Gérard.

[Jean-Paul Gérard :] Embarquement direction Bangui. C'était à Roissy ce matin [une incrustation "Roissy, ce matin" s'affiche à l'écran] : 200 soldats français sont partis rejoindre les autres troupes déployées au Zaïre via le Centrafrique [on voit des militaires français, dont une femme, dans le hall de l'aéroport de Roissy]. Même scénario à Istres cet après-midi [une incrustation "Istres (13), cet après-midi" s'affiche à l'écran] : l'ultime mise en place de l'opération Turquoise entrée dans sa phase opérationnelle hier soir [22 juin].

Tandis que des avions Jaguar se prépositionnaient sur l'aéroport zaïrois de Kisangani, des troupes étaient déployées sur deux têtes de pont à la frontière du Rwanda : Goma et Bukavu [diffusion d'une carte de l'Afrique centrale avec indication des pays de la Centrafrique, du Zaïre et du Rwanda et des villes de Bangui, Kisangani, Kinshasa et Kigali puis d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre localisant les villes de Goma, Bukavu, Gisenyi, Cyangugu

et Kigali].

Vers 15 heures, premières incursions au Rwanda. Objectif : Gisenyi et Cyangugu, deux villes où sont massés plusieurs milliers de réfugiés.

Pour l'heure, il ne s'agirait que de petits détachements d'éclaireurs chargés de recenser les besoins humanitaires. De source militaire, ils sont accueillis très convenablement par les autorités et la population [une incrustation "Goma (Zaire), hier [22 juin]" s'affiche à l'écran ; on voit des réfugiés, dont un enfant grièvement blessé au visage, regroupés devant un bâtiment administratif].

Parallèlement, sur le front diplomatique, quelques pays se sont affirmés prêts à rejoindre la France dans son action. Après le Sénégal, la Guinée et l'Égypte pourraient apporter quelques bataillons en renfort aux 2 500 soldats français [on voit des militaires français au béret rouge débarquer du lac Kivu].

Silvio Berlusconi a indiqué que l'Italie pourrait elle aussi envoyer des troupes mais à condition que tous les belligérants soient d'accord. On en est loin, le Front patriotique rwandais qui combat les forces gouvernementales, persiste à voir dans l'action française une véritable invasion [on voit des soldats du FPR en train de combattre].

[Élise Lucet :] Effectivement le Front patriotique rwandais n'a pas changé d'avis : il considère cette opération comme une agression. Si les rebelles du FPR se méfient autant de la France, c'est que jusqu'à preuve du contraire elle n'a soutenu ces dernières années que le gouvernement en place. Un gouvernement contre lequel le FPR n'a cessé de se battre. Jean-François Gringoire.

[Jacques Bihozagara, "représentant FPR Europe" [on le voit en train de donner une conférence de presse] : "Et nous ne sommes pas prêts à accepter que ils viennent. Alors, euh, nous les prenons, euh..., donc comme des agresseurs"].

[Jean-François Gringoire :] À la recherche d'une reconnaissance internationale, le Front patriotique rwandais, qui contrôle actuellement plus de la moitié du pays, ne peut pas tenir un autre discours, précisant cependant qu'il n'ira pas chercher les soldats français là où ils sont.

Mais c'est bien à Paris que ces hauts responsables tiennent ces propos menaçants envers la France au lendemain d'une rencontre avec Alain Juppé. Et apparemment l'incompréhension entre le FPR et les autorités françaises est loin d'être levée.

[Jacques Bihozagara : - "Le drame c'est que, euh..., dans ce milieu français, y'a des autorités qui ne veulent pas, euh, ouvrir la porte [ricanement]". Un journaliste : - "Lesquelles?". Jacques Bihozagara : - "C'est le cas de l'Élysée,

je dis”.]

Jacques Bihozagara dénonce l’activisme partisan de certains collaborateurs de François Mitterrand qui auraient empêché jusqu’ici le président de la République d’avoir une vue claire sur la situation au Rwanda [on voit Jacques Bihozagara montrer aux journalistes l’Ouest du Rwanda sur une carte affichée au mur]. Et aujourd’hui, bien que ce soit leur souhait, rien n’autorise les chefs du FPR à espérer un changement significatif de l’attitude française à leur égard.

[”Téogène [Théogène] Rudasingwa, secrétaire général FPR” [il s’exprime en anglais mais ses propos sont traduits] : ”Le FPR n’est pas hostile à la France. Il y a beaucoup de gens en France qui sont opposés à l’intervention française. Nous avons espéré un changement positif de la politique française au Rwanda, jusqu’à là interventionniste. Mais cette intervention montre que rien ne change et que l’on fait même marche arrière”.]

Méfiant, le FPR pense toujours que l’intervention vise plus à protéger les auteurs des massacres qu’à sauver des civils et que l’arrivée des soldats français sent décidément le piège.

[Élise Lucet :] Et le lancement de l’opération Turquoise a semé une certaine discorde au sein des organisations humanitaires. Certaines d’entre elles, comme MSF, sont franchement pour l’intervention de la France. Elle n’imagine pas que l’on puisse laisser la population civile sans secours. D’autres sont plus réservées, comme l’AICF qui ne voudrait pas voir la France s’ingérer dans les affaires rwandaises. Hervé Ghesquière, Guy Elkrief.

[Hervé Ghesquière :] Les principales associations humanitaires françaises connaissent bien la situation au Rwanda et travaillent sur le terrain depuis de nombreux mois. Pourtant les avis sont partagés sur l’intervention militaire française [on voit des réfugiés avec deux humanitaires de Médecins sans frontières].

Dans les états-majors parisiens les propos sont dissonants [gros plan sur le siège de l’AICF]. L’AICF – Action internationale contre la faim – résume le sentiment de nombreuses ONG : ”Notre pays aurait mieux fait de s’abstenir”.

[Nathalie Duhamel, ”directeur général AICF” : - ”La France n’a pas, compte tenu de son passé avec le Rwanda, n’est pas dans la..., la mieux placée pour le faire. Et en particulier... quand on veut intervenir dans un but humanitaire, il faut quand même, euh, pouvoir avoir l’accord de toutes les parties. C’était important. C’est important, c’est toujours important d’avoir l’accord du FPR”. Hervé Ghesquière : - ”Et c’est pas le cas ?”. Nathalie Duhamel : - ”Et pour le moment ce n’est pas le cas. Donc... ce n’est pas pour

critiquer et..., et systématiquement tout critiquer. Simplement on peut s'inquiéter des dérives possibles de cette opération".]

En revanche, à Médecins sans frontières, aucune ambiguïté sur l'intervention française.

[Philippe Biberson, "président MSF" : "Nous sommes pour. Et il faut bien comprendre pourquoi : il y a depuis plus de 10 semaines au Rwanda, sous nos yeux, en direct, un génocide qui est en train de se perpétrer. Un génocide, ça veut dire que il y a un massacre planifié, organisé d'une population entière. Et devant ce constat il n'y a pas deux choses à faire, il faut l'arrêter".]

Enfin l'association Médecins du monde est beaucoup plus prudente et se veut nuancée.

[Michel Bruguière, "directeur général MDM" : "Je dirais que nous mettons deux préalables à l'intervention de la France : c'est que, un, elle reconnaisse sa responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui. Et que deuxièmement si elle s'engage, eh bien, elle s'engage à arrêter les bourreaux et à les juger".]

Les associations humanitaires se rejoignent au moins sur deux points : l'opération militaire est risquée et la France sera bien seule au Rwanda [diffusion d'images de réfugiés].